Au blason des graveurs

Quelques réflexions sur le statut social des graveurs sous l'Ancien Régime à partir de leurs armoiries

At the engraver's arms: thoughts on the social standing of printmakers in early modern France

Rémi Mathis

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/estampe/291>
DOI : 10.4000/estampe.291
ISSN : 2680-4999

Éditeur

Comité national de l'estampe

Édition imprimée

Date de publication : 22 janvier 2018
Pagination : 64-69
ISSN : 0029-4888

Référence électronique

Rémi Mathis, « Au blason des graveurs », *Nouvelles de l'estampe* [En ligne], 261 | 2018, mis en ligne le 15 octobre 2019, consulté le 10 décembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/estampe/291> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/estampe.291>

La revue *Nouvelles de l'estampe* est mise à disposition selon les termes de la Creative Commons Attribution 4.0 International License.

AU BLASON DES GRAVEURS

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LE STATUT SOCIAL DES GRAVEURS SOUS L'ANCIEN RÉGIME À PARTIR DE LEURS ARMOIRIES

Rémi Mathis

Les intérêts d'une société ou d'une époque peuvent parfois artificiellement grossir certains phénomènes anciens, donner de fausses impressions, ou plaquer de manière anachronique des curiosités qui n'avaient alors pas cours. L'histoire de l'art fait souvent courir ce risque puisque la création individuelle – montée en épingle par la société moderne puis postmoderne – a gagné en valeur au cours des derniers siècles, donnant rétrospectivement une importance et un poids social à des personnes qui n'en avaient pas tant à leur époque.

Des sources¹ nous permettent toutefois d'évaluer l'importance sociale de groupes et d'individus à certains moments – et c'est l'une d'elle que nous désirons présenter ici, en nous fondant sur des pratiques héraldiques pour réévaluer le statut social des graveurs sous l'Ancien Régime.

LE PORT DES ARMOIRIES, EN FRANCE, SOUS L'ANCIEN RÉGIME

En France, le port des armoiries a toujours été libre². Les armoiries ne sont pas réservées aux personnes nobles et nombreux sont les bourgeois qui en portent effectivement. Au moment de la Révolution française, on estime qu'environ un tiers des armoiries sont nobles, un tiers ne le sont pas, et un tiers sont portées par des personnes morales³.

Tout le monde ne porte pourtant pas d'armoiries : pour des raisons culturelles et sociales, leur port reste l'apanage de couches plutôt élevées de la société. C'est pourquoi leur usage est plus fréquent parmi la noblesse, la bourgeoisie qui y aspire (magistrature...), les élites locales, etc. Comme le rappelle plaisamment Michel Pastoureau, le plus grand héraldiste français de la seconde moitié du XX^e siècle : « c'est un peu comme la carte de visite aujourd'hui : chacun peut en posséder, mais tout le monde n'en possède pas »⁴, et il pourra être considéré comme élégant, normal ou ridicule d'en faire usage selon son statut, son origine et ses fréquentations.

1. Pour une discussion sur ces sources et la pertinence d'un classement fiscal et financier, voir Jean-François Solnon et François Bluche, *La Véritable Hiérarchie sociale de l'ancienne France. Le tarif de la première capitation (1695)*, Genève, Droz, 1983.

2. On trouve parfois quelques restrictions sur leur usage public et sur certains éléments para-héraldiques (couronnes, manteaux), par ailleurs pas toujours respectées.

3. Michel Pastoureau, « Présentation », *L'Armorial général de 1696, une source méconnue de l'histoire sociale et institutionnelle de la France d'Ancien Régime*, *Revue française d'héraldique et de sigillographie*, vol. 67-68, 1997-1998, p. 7-9, ici p. 7.

4. *Ibid.*

Il est dès lors intéressant de tenter d'appliquer ces considérations à des groupes sociaux ou professionnels, comme par exemple les graveurs. Quatre graveurs – Callot, Nanteuil, Chauveau et Mellan – ont ainsi été choisis par Charles Perrault pour figurer dans ses *Hommes illustres* (1696-1700), ouvrage qui sélectionne l'élite des cent personnes qui ont compté en France au XVII^e siècle. Seul le portrait de Callot, fier d'appartenir à une famille anoblie par les ducs de Lorraine, et dont le père était même héraut d'armes du duc, porte des armoiries⁵ (d'azur à cinq étoiles d'or (2, 1, 2))⁶. Le port des armoiries peut donc permettre de déceler l'appartenance à des couches favorisées de la société – avec toutefois la nuance des comportements et intérêts individuels, difficiles à évaluer. Or, cette nuance va être effacée dans une source particulière : l'Armorial général de 1696, dit armorial d'Hozier⁷.

LE STATUT SOCIAL DES GRAVEURS À PARTIR DE L'ARMORIAL D'HOZIER

Le libre port des armoiries dans le royaume de France ne permet pas de contrôler leur usage – il est un fait de société et non un droit contrôlé par le pouvoir royal. Aussi est-il décidé en 1696 de recenser l'ensemble des armes alors portées en France. Un édit du mois de novembre de cette année ordonne la réalisation de gigantesques recueils, organisés par province, donnant la liste et le dessin de ces armoiries. Le but profond n'est pas du tout d'en limiter l'usage, bien au contraire, mais de fiscaliser leur enregistrement afin de faire rentrer de l'argent dans les caisses du trésor royal. Le défaut d'enregistrement était puni d'une amende de trois cents livres et de la confiscation de tous les objets armoriés du contrevenant.

La forte somme nécessaire pour déposer ses armoiries (vingt livres pour un particulier) fait toutefois rechigner la plupart des armigères. Aussi, au mois de décembre 1697, un second édit se fait beaucoup plus radical : au sein de chaque intendance et généralité, une liste des personnes, physiques et morales, *censées porter des armoiries* est dressée. On exige alors d'elles qu'elles fassent enregistrer leurs armes (c'est à dire qu'elles payent le coût de cet enregistrement) et, si elles n'en portaient pas, on leur en attribue de force, créées à la chaîne par les commis du juge d'armes d'Hozier. La rigueur avec laquelle cette règle est appliquée pendant les premières années provoque des révoltes et nécessite parfois l'intervention de la force publique. L'entreprise échoue finalement et, dès 1709, on est de nouveau libre en France de ne pas porter d'armoiries, même si on en a les moyens.

Nous voyons toutefois que, pendant quelques années, les moyens mis dans la réalisation de cet armorial a permis la création d'un document exceptionnel : la liste des personnes qui se situent au-dessus d'une certaine limite, d'une capacité à payer ; la liste d'une élite financière et sociale, comprenant plusieurs centaines voire milliers de noms (avec occupation et armoiries) par province.

5. On ne connaît pas d'armoiries à François Chauveau, qui n'en fait pas usage, alors même qu'une légende familiale le dit descendant d'une ancienne famille noble. Elle est notamment rapportée par Jean-Michel Papillon, époux de la petite-fille de Chauveau, qui donne à Lubin Chauveau, père de François, des armes d'azur à deux coutelas d'argent garnis d'or, en sautoir, au chef cousu de gueules, chargé de trois étoiles d'argent (Jean-Michel Papillon, *Mémoire sur la vie de François Chauveau* (1738), Paris, 1854, p. 6). Merci à Ph. Cornuaille, qui rédige une thèse sur François Chauveau.

6. Jacques Callot utilise personnellement ses armes. On les trouve par exemple dessinées, à l'encre, de sa main sur son exemplaire de *l'Iconologie* de Cesare Ripa (Sienne, 1613) (Nancy, Bibliothèque municipale, Rés. 10 050). Merci à Mireille François de m'avoir signalé cet exemplaire.

7. BnF, Manuscrits, fr. 32228-32262.

Plus qu'héraldique, l'Armorial général est une formidable source pour étudier la société française, grâce à cet instantané daté de 1696-1697.

La question se pose alors pour nous de savoir quelle est la présence des graveurs dans cet armorial – éventuellement comparés à d'autres professions plus ou moins lointaines. Or, la liste des graveurs qui sont présentés comme tels est très vite établie. On n'en trouve que deux⁸.

Sébastien Leclerc

Sébastien Leclerc (1637-1714) figure dans l'armorial, avec le titre de « dessinateur et graveur du roi, conseiller et professeur dans l'Académie royale de peinture et de sculpture ». Ces armes se blasonnent : d'azur au flambeau d'argent allumé d'or, brochant en pal sur un vol aussi d'argent.

Contrairement à ce qu'affirme, par exemple, Meaume⁹, ces armes ne lui sont nullement accordées quand il est nommé chevalier romain, en 1706. Maxime Préaud rappelle d'ailleurs qu'elles figurent sur le portrait de lui gravé par Duflos, qui date d'avant juillet 1703¹⁰, ainsi que sur la dernière feuille de ses *Principes de dessin*, publiés vers 1700.

Charles Mavelot

III. 1. Armoiries de Sébastien Leclerc. Armorial général, généralité de Paris, vol. 1. BnF, Manuscrits, fr. 32250, fol. 548.

Le second graveur à figurer dans l'Armorial général sous ce titre est Charles Mavelot. Il lui est donné les titres de « bourgeois de Paris, graveur ordinaire de Mademoiselle et de S.A.S. Monseigneur le duc de Maine. »

Peu connu, Mavelot ne pratique pas l'estampe artistique : sa production relève essentiellement de la gravure héraldique et de recueils de chiffres.

8. Premier volume sur la généralité de Paris (BnF, Manuscrits, fr. 32250, fol. 548).

9. Édouard Meaume, *Sébastien Le Clerc et son œuvre*, Société de l'art français, 1877, p. 9.

10. Date de la mort de l'éditeur de l'estampe, Girard Audran. Maxime Préaud, « Le Cabinet de Sébastien Leclerc », *Nouvelles de l'estampe*, 249 (hiver 2014-2015), p. 16-39, ici p. 36-37. Ces armes figurent aussi sur le dessus de porte de son cabinet, qu'il représente vers 1711-1713 (*ibid.*). Elles sont décrites dans l'article comme « allumé de gueules », sans que nous sachions d'où l'auteur a tiré les couleurs.

III. 2. Armoiries de Charles Mavelot. Armorial général, généralité de Paris, vol. 1. BnF, Manuscrits, fr. 32250, fol. 548.

Et les autres ?

On peut s'étonner de l'absence de certains graveurs, pourtant : Gérard Edelinck est de ceux-là. Il approche alors de la cinquantaine d'années, est membre de l'Académie depuis plus de vingt ans, vient d'être fait chevalier romain, donc anobli par le pape... et porte des armoiries (d'azur à trois crampons d'argent posés en bande)¹¹. Il meurt en 1707 seulement, ce qui aurait dû l'amener à déclarer des armoiries, car il ne fait pas de doute qu'il pût alors verser les vingt livres. Pas non plus trace dans l'armorial de Girard Audran (mort en 1703), considéré comme l'un des tout meilleurs de son temps, et régulièrement employé par le Cabinet du roi, ni des grands éditeurs (Jean Mariette...).

D'autres graveurs y auraient certainement figuré... s'ils n'étaient pas morts auparavant. On trouve ainsi les armes de Charles-François Silvestre, fils d'Israël Silvestre, « maistre à designer de Messeigneurs les princes de Bourgogne, d'Anjou et de Berry, et des pages des grandes et petites ecuries du roy » – c'est à dire des charges qui appartenaient auparavant à son père (qui était maître à dessiner du Grand Dauphin, père des trois princes suscités). Son père aurait sans doute figuré à sa place... s'il n'était mort en 1691.

On remarque également que ces personnages ne figurent pas tant en qualité de graveurs que parce qu'ils possèdent d'autres charges ou titres qui les rendent particulièrement recommandables : professeur à l'Académie, mais surtout des rôles officiels auprès de membres de la famille royale¹². Être membre de l'Académie ne suffit souvent pas à figurer dans les élites sociales, pourtant larges, figurant dans l'armorial. On ne trouve aucun graveur répertorié en dehors de Paris (alors que des membres de la famille Loisy apparaissent à Besançon, mais comme orfèvres).

Pire, quand on trouve des graveurs répertoriés dans l'armorial, c'est parfois sous un titre bien différent. Contrairement à ce qui apparaît au premier regard, Jacques Chevillard apparaît bien dans l'armorial. Or, ce dernier joue un rôle important dans l'estampe héraldique de la fin du XVII^e et le début du XVIII^e siècles, publiant des « cartes » qui récapitulent généalogies et armoiries des rois de France, ou donnent les armes de tous les cardinaux, chanceliers de France, échevins de Paris, etc.

11. Armorial de Rietstap

12. Il en est de même à l'étranger, où le port des armoiries est, de plus, souvent plus contraint et contrôlé : l'Allemand Michel Le Blond (Rietstap : « D'azur au sautoir d'argent. Cimier : un phénix enveloppé de flammes ») porte par exemple des armoiries... mais est aussi chargé de missions diplomatiques, ce qui amène Mariette à noter « il en faut conclure que c'étoit quelque chose de plus qu'un artiste, puisqu'il étoit agent de la couronne de Suede auprès de Charles Ier, roy d'Angleterre, et qu'il fut ensuite chargé de la même commission auprès des Etats généraux » (Abecedario, 1854-1856, vol. 3, p. 92).

III. 3. Les armoiries de Jacques Chevillard, au milieu de celles des autres épiciers. Armorial général, généralité de Paris, vol. 2. BnF, Manuscrits, fr. 32251, fol. 1374.

Mais ce n'est pas comme éditeur d'estampe ou inventeur des planches qu'il apparaît chez d'Hozier mais comme « épicier et enlumineur », au beau milieu des vingt autres épiciers – titre qui est, et cela pourrait surprendre, plus valorisé¹³.

Ce phénomène est éclairant car il met en lumière le prisme à travers lequel nous regardons ces sociétés anciennes, et en particulier le miroir déformant que constitue l'art – dont nous surévaluons l'importance à partir de notre expérience des périodes plus récentes.

UNE PROFESSION PEU PRIVILÉGIÉE ?

Avec si peu de représentants, les graveurs font pâle figure par rapport à de nombreuses professions. Il pourrait à première vue sembler que leur statut n'est guère différents des imprimeurs-libraires ; or, ces derniers sont en réalité bien plus nombreux, notamment car ils sont beaucoup plus riches. On trouve Jean Anisson, directeur de l'Imprimerie royale ; Frédéric Léonard et son fils, respectivement imprimeur du roi et du Dauphine et premier imprimeur du roi ; François Muguet, imprimeur du roi et du clergé de France ; Christophe Balart, imprimeur de la musique du roi ; Guillaume Desprez ; Denis Thierry ; Jean-Baptiste Coignard, imprimeur et libraire ordinaire du

13. BnF, Manuscrits, fr. 32251, fol. 1374.

roi et de l'Académie ; et Étienne Michallet, premier imprimeur du roi. Là aussi, on cherche à obtenir des charges : Coignard est fier de se dire « mouleur de bois » (c'est-à-dire vérificateur et chargé des taxes sur le bois). Quand à Sébastien-Joseph Mabre-Cramoisy, bien que sa mère publie encore des livres à la marque de son défunt mari, ancien directeur de l'Imprimerie royale, il n'est plus présenté que comme élu de l'élection d'Île-de-France.

Pour rester dans la question de l'écrit, on trouve dans l'Armorial plus de maîtres écrivains (trois : Claude de Chasté, Robert Le Fèvre et François Le Clerc) que de graveurs. Ou, pour les peintres, Jean Jouvenet, Hyacinthe Rigaud, Antoine Coyppel, Noël Coyppel, Jacques Friquet de Vauroze, François de Troy, Charles Hérault, François Desportes, Bon Boullogne, Pierre Dumelle, Antoine Benoist, Joseph Tristan...

L'*Armorial général* est donc une source qui dit peu de choses sur le métier de graveur à l'extrême fin du XVII^e siècle, mais qui tient un propos univoque fondamental : leur pauvreté et leur peu d'importance sociale. Les graveurs ne font pas partie des élites ; les exceptions sont rarissimes et relèvent souvent d'une capacité à jouir d'un réseau social qui les extrait de la condition qui devrait être la leur, sans que cela soit forcément lié à une excellence artistique (Mavelot). Les marques d'excellence au sein du monde de la gravure (appartenance à l'Académie, pensions, logement au Louvre...) ne suffisent pas même à intégrer l'élite pourtant large qui est représentée dans l'Armorial général.